

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL
Société Anonyme au capital de 3.303.261 EUROS
Siège Social : 12, avenue de la Dame - Centre Euro 2000
30132 CAISSARGUES

305 635 039 RCS NIMES



I - COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

Les comptes semestriels consolidés du groupe Bastide Le Confort Médical au 31 décembre 2014 sont établis conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international *International Financial Reporting Standards*.

Ils présentent, en milliers d'euros :

- le bilan et le compte de résultat consolidés ;
- l'état du résultat global ;
- le tableau de variation des capitaux propres ;
- le tableau des flux de trésorerie ;
- les notes annexes aux comptes consolidés.

Ils sont établis comparativement au 30 juin 2014 pour le bilan et au 31 décembre 2013 et au 30 juin 2014 pour le compte de résultat, l'état du résultat global et le tableau des flux de trésorerie.

Etat de la situation financière consolidée

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2014	30/06/2014
Goodwill	4	18 935	17 757
Actifs incorporels	5	4 270	3 376
Actifs corporels	6	61 554	57 335
Actifs financiers non courants	7	3 597	2 965
Impôts différés actifs	19	-	-
Actifs non courants		88 356	81 433
Stocks et en cours	8	18 354	17 126
Clients et comptes rattachés	8	29 514	25 557
Autres créances	8	10 685	7 972
Autres actifs courants	8	1 892	1 824
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	4 922	3 385
Actif détenus en vue de la vente		-	-
Actifs courants		65 367	55 864
Total Actif		153 723	137 297
PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2014	30/06/2014
Capital		3 303	3 303
Primes liées au capital		9 336	9 336
Titres d'autocontrôle	-	303	340
Autres réserves		-	-
Résultats accumulés		39 923	37 924
Total des capitaux propres attribuables à la société mère	10	52 259	50 223
Total des capitaux propres aux participations ne donnant pas le contrôle	10	687	97
Capitaux propres	10	52 946	50 320
Emprunts et dettes financières non courants	12	37 241	31 542
Provisions non courantes	11	249	194
Impôts différés passifs	19	597	337
Passifs non courants		38 087	32 073
Emprunts et concours bancaires courants	12	18 977	17 055
Provisions courantes	11	872	761
Fournisseurs et comptes rattachés	13	27 895	25 203
Autres passifs courants	13	14 946	11 885
Passifs classés comme détenus en vue de la vente		-	-
Passifs courants		62 690	54 904
Total Passif		153 723	137 297

Compte de résultat consolidé

en milliers d'euros	Notes	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Chiffre d'affaires	16	83 858	75 569
Autres produits de l'activité	16	-	-
Achats consommés	-	29 152	26 813
Charges externes	-	17 005	15 613
Charges de personnel	-	21 145	19 063
Impôts et taxes	-	823	738
Dotations aux amortissements	-	9 089	7 654
Dotations aux dépréciations d'actifs et aux provisions pour risques et charges	-	487	365
Autres produits et charges d'exploitation	-	127	192
Résultat opérationnel courant		6 284	5 131
Autres produits et charges opérationnels		319	
Résultat opérationnel		6 603	5 131
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement financier brut	-	789	831
Coût de l'endettement financier net	17	789	831
Autres produits et charges financiers	18	28	256
Quote-part de résultat net des autres entités mises en équivalence		-	-
Résultat avant impôt		5 842	4 044
Impôt sur le résultat	19	1 991	1 498
Résultat net des activités poursuivies		3 851	2 546
Résultat net des activités non poursuivies		-	-
Résultat net		3 851	2 546
Part des propriétaires de la société mère		3 738	2 549
Part des participations ne donnant pas le contrôle		113	3
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par action			
Non dilué (en euros) (*)		0.52	0.35
Dilué (en euros) (**)		0.52	0.35

(*)calculé au titre des différentes périodes sur le nombre d'actions existant : 7 340 580 7 340 580

(**)calculé au titre des différentes périodes sur le nombre d'actions existant et potentiel : 7 340 580 7 340 580

Au 31 décembre 2014, le Groupe a imputé ses transferts de charges sur les postes concernés par lesdits transferts.

Dans ce cadre, les comptes semestriels au 31 décembre 2013 ont été corrigés pour reclasser également ces transferts de charges. Les postes impactés sont les suivants :

	31/12/2013 PUBLIE	31/12/2013 RETRAITE	IMPACT DU RECLASSEMENT
Autres Produits	608	0	-608
Charges de personnel	0	176	176
Charges externes	0	432	432
Total	608	608	0

Etat du résultat global consolidé

en milliers d'euros	Notes	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Résultat net consolidé		3 851	2 546
Ecart actuariel sur engagements de retraite		-	-
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente		-	-
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture		-	-
Différences de conversion		-	-
Autres éléments		-	-
Total des autres éléments du résultat global		-	-
Impôts		-	-
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts		-	-
Résultat global consolidé		3 851	2 546
Part des propriétaires de la société mère		3 738	2 549
Part des participations ne donnant pas le contrôle		113 -	3

Etat des flux de trésorerie consolidés

en milliers d'euros	Notes	Au 31 décembre 2014	Au 30 juin 2014
Résultat net consolidé		3 851	5 224
Elimination des amortissements et provisions		7 966	14 674
Elimination des résultats de cessions d'immobilisations	-	321	14
Elimination des variations des impôts différés		260	- 157
Elimination du retraitement des locations-financement		896	1 789
Charges et produits calculés liés aux stocks-options et assimilés	-	25	112
Capacité d'autofinancement		12 627	21 656
Variation du besoin en fonds de roulement	14 -	2 365	- 3 454
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		10 262	18 202
Incidence des variations de périmètre	-	1 969	- 3 795
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	11 296	- 25 219
Acquisition d'actifs financiers	-	212	- 403
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		433	186
Variation des prêts et avances consentis		11	- 209
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-	13 033	- 29 440
Augmentation de capital		-	-
Cession (acquisition) nette d'actions propres	-	20	277
Emission d'emprunts		14 591	23 004
Remboursement d'emprunts	-	6 928	- 11 497
Dividendes versés	-	1 615	- 1 494
Redevances de locations financement versées	-	1 122	- 1 758
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		4 906	8 532
Variation de la trésorerie		2 135	- 2 706
Trésorerie d'ouverture	-	334	2 372
Trésorerie de clôture		1 801	- 334
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 922	3 385
Trésorerie passive	-	3 121	- 3 719
Trésorerie de clôture		1 801	- 334

Etat de variation des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros	Capital	Primes liées au capital	Titres d'autocontrôle	Réserves de consolidation			Résultats accumulés	Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Réserves de conversion	Autres réserves	Total des réserves de consolidation				
Montant au 30 juin 2013	3 303	9 336	- 257	-	-	-	34 007	46 389	106	46 495
Résultat de la période							2 549	2 549	- 3	2 546
Autres éléments du résultat global										
Résultat global consolidé							2 549	2 549	- 3	2 546
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	1 375	1 375	-	1 375
Variations de périmètre							379	379		379
Variation autocontrôle			- 50					50	-	50
Variation paiement fondés sur les actions							45	45	-	45
Variation put sur participations ne donnant pas le contrôle										
Autres variations							32	32	8	24
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	- 50	-	-	-	- 983	- 1 033	8	- 1 025
Montant au 31 décembre 2013	3 303	9 336	- 307	-	-	-	35 573	47 905	111	48 016
Résultat de la période							2 566	2 566	112	2 678
Autres éléments du résultat global										
Résultat global consolidé	-	-	-	-	-	-	2 566	2 566	112	2 678
Dividendes versés									119	119
Variations de périmètre							437	437	-	437
Variation autocontrôle			- 33					33	-	33
Variation paiement fondés sur les actions							60	60		60
Variation put sur participations ne donnant pas le contrôle							134	134		134
Autres variations							28	4	7	11
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	- 33	-	-	-	- 215	- 248	- 126	- 374
Montant au 30 juin 2014	3 303	9 336	- 340	-	-	-	37 924	50 223	97	50 320
Résultat de la période							3 738	3 738	113	3 851
Autres éléments du résultat global										
Résultat global consolidé	-	-	-	-	-	-	3 738	3 738	113	3 851
Dividendes versés							1 615	1 615	-	1 615
Variations de périmètre							302	302	476	778
Variation autocontrôle			37					37		37
Variation paiement fondés sur les actions							55	55		55
Variation put sur participations ne donnant pas le contrôle							139	139		139
Autres variations							342	342	1	341
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	37	-	-	-	- 1 739	- 1 702	477	- 1 225
Montant au 31 décembre 2014	3 303	9 336	- 303	-	-	-	39 923	52 259	687	52 946

Notes annexes

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe au 31 décembre 2014 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration qui s'est tenu le 2 mars 2015.

La société Bastide Le Confort Médical est cotée sur le compartiment C du marché Euronext Paris sous le code ISIN FR0000035370. Elle est spécialisée dans les prestations de soins à domicile à destination des personnes âgées, malades et handicapées.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Référentiel

1.1.1 *Base de préparation de l'information financière*

En application du règlement n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié par le règlement européen n°297/2008 du 11 mars 2008, les comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe Bastide Le Confort Médical (« le Groupe ») au 31 décembre 2014 sont préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent donc pas toute l'information financière requise par le référentiel IFRS pour les états financiers annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers annuels du Groupe relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2014.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces normes et interprétations sont disponibles sur le site Internet de l'Union européenne à l'adresse : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes que ceux utilisés pour la préparation des états financiers consolidés au titre de l'exercice clos au 30 juin 2014, sous réserve des éléments présentés ci-dessous et des spécificités requises par la norme IAS 34.

1.1.2 *Nouvelles normes et interprétations*

Les méthodes et règles comptables sont décrites de façon détaillée dans la note 2 des Etats financiers consolidés de l'exercice clos au 30 juin 2014. Ils restent inchangés à l'exception de l'adoption des normes suivantes, effectives depuis les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

Nouvelles normes, interprétations et amendements d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014

Les normes et amendements suivants, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, ont été appliqués aux comptes consolidés intermédiaires résumés établis au 31 décembre 2014 :

- IFRS 10 – États financiers consolidés ;
- IFRS 11 – Partenariat ;
- IFRS 12 – Informations sur les intérêts détenus dans d'autres entités ;
- IAS 28 Révisée (2011) – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ;
- Amendements à IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 : dispositions transitoires ;
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 – Entités d'investissement ;
- Amendements à IAS 32 – Compensation des actifs et des passifs financiers ;
- Amendements à IAS 39 – Novation des dérivés et continuation de la relation de couverture ;
- Amendements à IAS 36 – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.
- IFRIC 21 – Droits et taxes (pour les exercices ouverts à compter du 17 juin 2014).

L'application de ces normes et amendements n'a pas eu d'impact sur les comptes du Groupe.

Nouvelles normes, interprétations et amendements pouvant être anticipés pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014

Au 31 décembre 2014, le Groupe n'a décidé l'application anticipée d'aucune norme, interprétation ou amendement approuvé par l'Union européenne, notamment en ce qui concerne :

- Amendements à IAS 19 – Avantage au personnel – cotisation des membres du personnel

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de ses applications sur les comptes. A ce stade il n'y a pas d'impact significatif attendu.

Nouvelles normes, interprétations et amendements ne pouvant pas être anticipés pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 :

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de ses applications sur les comptes. A ce stade il n'y a pas d'impact significatif attendu.

1.2 Conversion des états financiers des sociétés à l'étranger

Le Groupe n'est pas concerné par ce paragraphe, l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation évoluant dans la zone Euro.

2. RECOURS A DES APPRECIATIONS DE LA DIRECTION DANS L'APPLICATION DES NORMES COMPTABLES DU GROUPE

Le Groupe peut être amené à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges ainsi que les informations relatives aux éléments d'actif et de passif latents. Les résultats réels futurs sont susceptibles de diverger sensiblement par rapport à ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes antérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes ont été réalisées dans un environnement économique et financier incertain qui rend difficile l'appréhension des perspectives économiques. Dans ce contexte, les comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis par référence à l'environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-après.

Les notes 1 et 4 relatives aux goodwill décrivent les modalités d'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises. Les affectations reposent sur des hypothèses de flux futurs de trésorerie et de taux d'actualisation.

Concernant les tests sur les dépréciations d'actifs, ceux-ci sont essentiellement déterminés à partir de projections actualisées des flux de trésorerie futurs sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu est le coût moyen pondéré du capital incluant une prime de risque. Ces tests sont réalisés au minimum une fois par an à la date de clôture des comptes consolidés du Groupe. Un test complémentaire peut être réalisé si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

La note 19 est relative à la charge fiscale du Groupe. Cette charge d'impôt de la période est calculée en appliquant le taux effectif annuel d'impôt estimé au résultat avant impôt de la période, ajusté des éventuels éléments ponctuels.

Les notes 11 et 21 relatives aux provisions d'une part, et aux actifs et passifs éventuels d'autre part, décrivent les provisions constituées par le Groupe. Dans la détermination de ces provisions, la direction du Groupe a pris en compte la meilleure estimation de ces engagements.

Lors de la clôture au 31 décembre 2014 les taux d'actualisation ont fait l'objet d'un examen au vu des conditions actuelles.

3. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

La société a réalisé l'acquisition de 66% des parts de la société S'CARE Assistance au cours du mois de juillet 2014. Cette société est spécialisée dans la prévention et le traitement de l'escarre, par la mise à disposition de matelas et accessoires adaptés aux besoins des patients. La société, qui comprend une vingtaine de collaborateurs répartis sur 3 sites, traite essentiellement avec les collectivités (hôpitaux, cliniques, SSR et EHPAD).

Cette société est intégrée dans les comptes du Groupe à compter du mois de juillet 2014.

La société a également réalisé l'acquisition en décembre 2014 de 100% des parts de la société Dyna Médical, située à Uccle en Belgique.

Cette société, créée en septembre 1995, distribue essentiellement ses produits auprès de maisons de repos, auprès du ministère de la justice (prisons) et auprès d'indépendants (médecins, infirmiers et particuliers). La société s'appuie sur une équipe de 13 personnes, la stratégie de développement et de déploiement sera mise en oeuvre avec l'équipe dirigeante actuelle.

Cette société est intégrée dans les comptes du Groupe à compter du mois de décembre 2014.

Les investissements du Groupe, principalement en matière de dispositifs médicaux ont été soutenus sur le semestre, notamment du fait de la prise de parts de marché sur l'activité Nutrition/Perfusion.

La mise en place de la télé-observance PPC, démarrée en 2013, a été définitivement stoppée avec la confirmation de la suspension de cette procédure par le Conseil d'Etat en date du 28 novembre 2014.

En ce qui concerne l'activité Maintien à Domicile, le Groupe continue le développement des franchises. Sept nouveaux franchisés ont ouvert leur magasin sur le semestre (dont une cession de magasin intégré), ce qui porte le nombre de franchises à 29 au 31 décembre 2014.

Il est également à noter que l'ensemble des activités du Groupe sont en croissance.

4. GOODWILL

4.1 Evolution sur la période

Depuis la mise en œuvre de la norme IFRS 3 révisé, le Groupe a retenu pour chacune de ses acquisitions la méthode d'évaluation et de comptabilisation du Goodwill complet. Au 31 décembre 2014, les goodwills se détaillent comme suit :

en milliers d'euros	30/06/2014	31/12/2014
Montant brut	17 757	18 935
Pertes de valeur cumulées	-	-
Montant net	17 757	18 935

La ventilation au 31 décembre 2014 de la valeur nette comptable des goodwill par segment opérationnel est la suivante :

en milliers d'euros	Nb agences	30/06/2014	Accroissement	Diminution	31/12/2014
UGT Bastide le Confort Médical					
Lhomme Rabier	1	320			320
Escande	1	331			331
Aerodom	2	710			710
Médical Chaubet	1	554			554
Médico Savoie	1	54			54
Hygiène Service	2	297			297
SPM	1	124			124
Sète	1	11			11
Médical Guiraud	2	472			472
Tours	1	95			95
Sésame	1	146			146
Total	14	3 114	-	-	3 114
Autres UGT					
Confortis	17	5 937			5 937
Medical Home Santé	1	776			776
Novem	1	94			94
Centre Stomatherapie / Medikea	1	1 254			1 254
A A Z Santé	1	2 356			2 356
AB2M	1	997			997
Dom'Air	1	686			686
Dorge Medic	1	2 543			2 543
S'Care	1		163		163
Dyna Médical	1		1 015		1 015
Total	26	14 643	1 178	-	15 821
Total Général	40	17 757	1 178	-	18 935

L'allocation du prix d'acquisition et le calcul du Goodwill pour Dyna Médical et S'Care est provisoire à ce stade.

4.2 Effets des variations de périmètre

L'effet des variations de périmètre sur la période sont les suivants :

DYNA MEDICAL	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actif net immobilisé	119	1 377
Goodwill	0	1 015
Immobilisations corporelles	91	91
Immobilisations incorporelles	28	398
Impôts différés	0	-127
Besoin en fonds de roulement	71	71
Endettement net	24	24
Part du Goodwill complet attribuable aux propriétaires de la société mère		1 015
Part du Goodwill complet attribuable aux actionnaires minoritaires		
Coût du regroupement		1472

S'CARE	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actif net immobilisé	965	1 572
Goodwill	0	163
Immobilisations corporelles	895	895
Immobilisations incorporelles	70	729
Impôts différés	0	-215
Besoin en fonds de roulement	-45	-80
Endettement net	15	15
Part du Goodwill complet attribuable aux propriétaires de la société mère		109
Part du Goodwill complet attribuable aux actionnaires minoritaires		54
Coût du regroupement		858

5. ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels se détaillent comme suit :

en milliers d'euros	30/06/2014	Acquisitions/ Augmentation	Cessions/ Diminutions	Variation de Périmètre	31/12/2014
Logiciels	1 208	27		182	1 417
Frais de développement	150				150
Droits au bail	1 356		15	116	1 457
Honoraires baux commerciaux	249				249
Bases clientèle	2 531			1 029	3 560
Immobilisations en cours	-				-
Total Brut	5 494	27	15	1 327	6 833
Logiciels	1 247	101		100	1 448
Frais de développement	152				152
Droits au bail	140	14	15	88	227
Honoraires baux commerciaux	-				-
Bases clientèle	579	157			736
Immobilisations en cours	-				-
Total Amortissements/Dépréciations	2 118	272	15	188	2 563
Total Net	3 376	-	245	-	4 270

6. ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels se détaillent comme suit :

en milliers d'euros	30/06/2014	Acquisitions/ Augmentation	Cessions/ Diminutions	Variation de Périmètre	31/12/2014
Terrain	100	77			177
<i>dont Locations-financement</i>	70				70
Agencements, Aménagements, Inst.	16 412	2 581	528		18 465
<i>dont Locations-financement</i>	200				200
Installations techniques et outillage	109 477	9 487	357	1 479	120 086
<i>dont Locations-financement</i>	-				-
Autres immobilisations	9 147	1 259	748	567	10 225
<i>dont Locations-financement</i>	5 352	958	695		5 615
Immobilisations en cours	2 213	530	1 713		1 030
Total Brut	137 349	13 934	3 346	2 046	149 983
Agencements, Aménagements, Inst.	11 690	573	482		11 781
<i>dont Locations-financement</i>	192				192
Installations techniques et outillage	63 036	7 092	292	737	70 573
<i>dont retraitement loc-financements</i>	-				-
Autres immobilisations	5 288	1 174	750	363	6 075
<i>dont Locations-financement</i>	2 470	906	695		2 681
Immobilisations en cours					
Total Amortissements	80 014	8 839	1 524	1 100	88 429
Total Net	57 335	5 095	1 822	946	61 554

7. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les actifs financiers non courants se détaillent comme suit :

en milliers d'euros	31/12/2014	30/06/2014
Titres de participation et créances rattachées non consolidées	628	491
Prets divers	760	659
Dépôts de garantie	2 209	2 175
Total brut	3 597	3 325
Dépréciations	-	360
Total net	3 597	2 965

Les titres de participations non consolidés au 31 décembre 2014 concernent essentiellement la société TARA SANTE. Cette exclusion du périmètre de consolidation s'explique par le caractère non significatif.

8. ACTIFS COURANTS

Les actifs courants se détaillent comme suit :

en milliers d'euros	31/12/2014	30/06/2014
Stocks et en cours bruts	18 806	17 220
<i>Dépréciation</i>	- 452	- 94
Stocks et en cours nets	18 354	17 126
Créances clients brutes	29 682	25 725
<i>Dépréciation</i>	- 168	- 168
Créances clients nettes	29 514	25 557
Fournisseurs débiteurs	4 569	2 237
Créances sociales	340	173
Créances fiscales	3 849	2 631
Créances diverses	1 927	2 931
<i>Dépréciation</i>	-	-
Autres créances	10 685	7 972
Autres actifs courants	1 892	1 824

9. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET TRESORERIE PASSIVE

L'évolution de la trésorerie nette sur la période est la suivante :

en milliers d'euros	31/12/2014	30/06/2014
Disponibilités	410	410
Equivalents de trésorerie	4 512	2 975
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 922	3 385
Trésorerie passive	- 3 121	- 3 719
Trésorerie nette	1 801	- 334

10. CAPITAUX PROPRES

10.1 Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère

Capital

Le capital, entièrement libéré, est de 3 303 261 euros. Il est composé de 7 340 580 actions d'une valeur nominale de 0.45 euros.

Le capital est détenu par le fondateur du Groupe et les membres de la famille BASTIDE, ci-après la « Famille », à hauteur de 56.2%, et cela au travers d'une holding familiale (Société d'Investissement Bastide) pour 49.29% et par une détention directe de certains membres de la Famille à hauteur 6.91%.

La société Bastide Le Confort Médical n'a pas procédé à une augmentation de capital sur la période.

Imputation des titres d'autocontrôle sur les capitaux propres

La société Bastide Le Confort Médical détient 16 121 de ses propres actions au 31 décembre 2014, pour une valeur d'acquisition de 182 milliers d'euros, soit une valeur unitaire moyenne de 11.29 euros

Le cours de clôture de l'action au 31 décembre 2014 s'élevait à 18.30 euros.

Affectation du résultat et dividende

L'assemblée générale du 28 novembre 2014 de la société Bastide Le Confort Médical a voté la distribution de 1 615 milliers d'euros.

Ecarts de conversion

Au 31 décembre 2014, il n'y a pas de réserve de conversion.

10.2 Participations ne donnant pas le contrôle

Le détail de la variation des participations ne donnant pas le contrôle figure dans l'état de variation des capitaux propres.

L'évolution des participations ne donnant pas le contrôle sur le semestriel s'explique principalement par l'impact des variations de périmètre de la période.

10.3 Paiements fondés sur les actions

La société Bastide Le Confort Médical a décidé d'attributions gratuites d'actions sous conditions de présence dans la société à l'issue des plans. Les plans en cours au 31 décembre 2014 sont les suivantes :

	Plan 2	Plan 3	Plan 4
Date de l'Assemblée Générale	09/12/2011	09/12/2011	29/11/2013
Date du Conseil d'administration	28/09/2012	27/09/2013	29/09/2014
Nombre de bénéficiaires	1	8	7
Nombre d'attributions gratuites d'actions	4 238	19 684	6 772
Date d'acquisition définitive des droits	28/09/2014	27/09/2015	29/09/2016
Juste valeur de l'action (en euros)	6.72	9.99	14.95
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2014	4 238	-	-
Nombre d'actions gratuites attribuées, caduques au 31 décembre 2014	-	10 593	-
Nombre d'attribution gratuites d'actions en cours de période d'acquisition au 31 décembre 2014	-	9 091	6 772

Ces attributions ont été évaluées et comptabilisées conformément à la norme IFRS 2. Il en résulte sur l'exercice un impact positif sur le résultat de 25 milliers d'euros, en lien avec les options devenues caduques au 31 décembre 2014.

11. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

En application de la norme IAS 37, les provisions dont l'échéance est de plus d'un an font l'objet d'une actualisation. La méthodologie de calcul de ces taux d'actualisation est présentée en note 2 « Recours à des appréciations du management dans l'application des normes comptables Groupe ».

En milliers d'euros	30/06/2014	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de périmètre	31/12/2014
Passifs non courants						
Indemnités fin de carrière	194	40	20		35	249
Total Passifs non courants	194	40	20	0	35	249
Passifs courants						
Contentieux fiscal	475					475
Autres contentieux	286	141		30		397
Total Passifs courants	761	141	0	30	0	872
Total Provisions	955	181	20	30	35	1121

Des explications complémentaires relatives à la provision pour contentieux fiscal sont données dans la note 21 de l'annexe.

12. DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES

12.1 Evolution sur la période

L'évolution des dettes financières non courantes et courantes au cours du premier semestre de l'exercice 2014-2015 est la suivante :

En milliers d'euros	Courant		Non courant		Total	
	31/12/2014	30/06/2014	31/12/2014	30/06/2014	31/12/2014	30/06/2014
Emprunts auprès des établissements financiers	14 401	11 797	35 602	30 055	50 003	41 852
Emprunts sur les locations-financement	1 455	1 538	1 639	1 487	3 094	3 025
Concours bancaires courants	3 121	3 720			3 121	3 720
Total	18 977	17 055	37 241	31 542	56 218	48 597

Les emprunts souscrits par le Groupe ne comportent pas de clause de ratios financiers type « covenants ».

Des nantissements de titres ont été effectués au profit du Crédit Mutuel, du Crédit Agricole, de la Banque Populaire et du CIC dans le cadre de l'acquisition des titres Centre de Stomathérapie, A A Z Santé, Dorge Medic, Scare Assistance et Dyna Médical pour un montant restant dû au 31 décembre 2014 de 6 103 milliers d'euros (contre 4 553 milliers d'euros au 30 juin 2014).

12.2 Répartition de la nature des emprunts auprès des établissements financiers

Le capital restant dû sur les emprunts auprès des établissements financiers se répartit de la façon suivante :

	31/12/2014	30/06/2014
Taux fixe	85.37%	89.32%
Taux variable sw apé	14.06%	9.88%
Taux variable capé	0.27%	0.80%
Total	100%	100%

Les impacts liés aux emprunts couverts par des SWAP ont été enregistrés directement dans le compte de résultat compte tenu de leur caractère non significatif. (- 24 milliers d'euros au 31 décembre 2014).

12.3 Echéances contractuelles sur l'endettement financier net

Les échéances contractuelles résiduelles sur l'endettement financier net sont les suivantes :

En milliers d'euros	Total	Avant le 31/12/2015	Avant le 31/12/2016	Avant le 31/12/2017	Avant le 31/12/2018	Avant le 31/12/2019	Au-delà de décembre 2019
Emprunts auprès des établissements financiers	50 003	14 401	12 629	11 069	7 439	3 245	1 220
Emprunts sur les locations-financement	3 094	1 455	1 302	333	4		
Concours bancaires courants	3 121	3 121					
Dettes financières	56 218	18 977	13 931	11 402	7 443	3 245	1 220
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 922	4 922					
Endettement net	51 296	14 055	13 931	11 402	7 443	3 245	1 220

13. ETAT DES PASSIFS COURANTS

Les passifs courants se détaillent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2014	30/06/2014
Dettes fournisseurs	27 895	25 203
Dettes sociales et fiscales	13 142	10 818
Autres dettes	1 804	1 067
Autres passifs courants	14 946	11 885
Total	42 841	37 088

14. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Les composantes de la variation du besoin en fonds de roulement issue du Tableau de Flux de Trésorerie sont les suivantes :

En milliers d'euros	31/12/2014	30/06/2014
Stocks et en-cours	- 1 228	- 1 545
Clients et comptes rattachés	- 3 957	- 4 868
Fournisseurs et comptes rattachés	2 692	3 531
Autres créances et dettes	128	- 572
Total	- 2 365	- 3 454

15. INSTRUMENTS DERIVES

Le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à l'exception des contrats de SWAP décrits dans la note 12.2 de l'annexe.

16. PRODUITS

16.1 Chiffres d'affaires

Le chiffre d'affaires de la période se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Ventes	41 773	39 951
Prestations de services	42 085	35 618
Total	83 858	75 569

La ventilation par secteur opérationnel est la suivante :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Respiratoire	14 855	13 060
Nutrition-Perfusion	15 425	14 333
MAD	53 578	48 174
Autres	0	2
Total	83 858	75 569

La ventilation par zone géographique est la suivante :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Ventes	41 773	39 951
Prestations de services	42 085	35 618
Total	83 858	75 569

16.2 Autres produits

Les autres produits de la période sont nuls.

17. COÛTS DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier net de la période se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	-
Intérêts sur emprunts	503	435
Intérêts sur les locations-financement	286	370
Autres	-	26
Coût de l'endettement financier brut	789	831
Total	789	831

18. AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Les autres produits et charges financiers coût de la période se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Autres produits financiers	28	44
Dépréciation sur participations et créances non consolidées	-	300
Autres	-	-
Autres charges financières	-	300
Total	28	256

19. IMPOTS SUR LE RESULTAT

19.1 Ventilation de l'impôt sur les résultats

La ventilation de l'impôt sur le résultat se présente de la façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2014	30/06/2014	31/12/2013
Impôts exigibles	2 033	3 574	1 828
Impôts différés	- 42	- 250	330
Total	1 991	3 324	1 498

19.2 Ventilation des impôts différés

La ventilation des impôts différés se présente de la façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2014	30/06/2014	31/12/2013
Impôt différé actif	0	0	0
Impôt différé passif	597	337	61
<i>dont CVAE</i>	0	31	61

20. ENGAGEMENTS HORS BILAN ET SURETES REELLES

Les engagements relatifs aux établissements de crédits concernent des nantissements de parts de filiales et sont présentées en note 12.1 de l'annexe.

Les engagements contractuels sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Montant brut	A - 1 an	de 1 à 5 ans	A + 5 ans
Dettes à moyen terme				
Etablissement de Crédit	6 103	1 314	4 089	700
Contrats de location financement				
Contrats de location simple	9 609	5 166	4 443	
Obligations d'achats irrévocables				
Autres obligations à long terme				

21. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

La direction considère, en application des critères de l'IAS 37, que les procédures judiciaires ou d'arbitrages, décrites ci-après, ne doivent pas faire l'objet d'une provision ou, le cas échéant, d'une provision complémentaire, ou de la reconnaissance d'un produit à recevoir au 31 décembre 2014, compte tenu du caractère incertain de leurs issues.

Litige avec l'administration fiscale

Le Groupe a fait l'objet d'un contrôle fiscal dont il a accepté une partie des redressements. Il conteste une autre partie du redressement qui porte sur la taxe sur la valeur ajoutée :

Le tribunal administratif de Nîmes a condamné fin février 2012 en 1ère instance la société Bastide Le Confort Médical à payer la somme de 961 milliers d'euros, qui se décompose comme suit :

- Principal : 716 milliers d'euros
- Pénalités et intérêts de retard : 245 milliers d'euros

Un jugement rendu en appel sur le premier semestre 2014 a confirmé la position des juges de première instance.

Bastide Le Confort Médical a décidé de se pourvoir en cassation.

Le montant total de la provision pour risques à ce titre s'élève à 475 milliers d'euros et le montant comptabilisé dans les créances fiscales s'élève à 961 milliers d'euros.

Litiges commerciaux

Un litige relatif au paiement par un fournisseur de remises de fin d'année et de coopérations commerciales figurant en créances pour un montant de 900 milliers d'euros hors taxes a pris naissance au cours de l'exercice 2011. Un jugement de 1ère instance favorable à la société Bastide Le Confort Médical a été rendu le 18 septembre 2012 confirmant le montant de la créance sur ce fournisseur. Un appel de ce jugement a été introduit par le fournisseur.

Un litige commercial entraînant la contestation de factures par un de nos clients ainsi qu'une demande d'indemnités non justifiée sont intervenus sur l'exercice précédent. Le Groupe n'a pas souhaité conclure d'accord amiable. Une action contentieuse a été initiée. Un jugement de première instance a été favorable à la société Bastide Le Confort Médical. Le client a interjeté appel.

22. OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les opérations réalisées avec les parties liées n'ont pas été modifiées de façon significative depuis le 30 juin 2014.

23. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Le Groupe diffuse une information, présentée en note 16 en phase avec les reportings internes et la norme IFRS 8 qui détaille le chiffre d'affaires par zone géographique et activités.

L'analyse des agrégats de rentabilité (tel que résultat opérationnel courant et résultat opérationnel) est réalisée globalement par la Direction du Groupe.

24. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

25. LISTE DES SOCIETES INTEGREES DANS LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Société	Siège social	N° Siret	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
SA BASTIDE LE CONFORT MEDICAL	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues France	305 635 039 001 94	100%	100%	Société Mère
SAS CONFORTIS	52 rue Bernard 93000 Bobigny France	342 086 915 002 83	100%	100%	Intégration globale
SAS BASTIDE FRANCHISE	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues France	498 615 640 000 14	100%	100%	Intégration globale
SAS A à Z Santé	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues France	450 367 297 000 22	100%	100%	Intégration globale
SAS MEDIKEA	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues France	522 530 104 000 28	100%	100%	Intégration globale
SAS CENTRE DE STOMATHERAPIE	157 Bd. De Suisse 31200 Toulouse France	312 367 824 000 66	100%	100%	Intégration globale
SARL AB2M	39 Rue Jean Jaures 78 190 Trappes France	451 224 943 000 14	51.33%	51.33%	Intégration globale
SAS AERODOM	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues France	530 497 023 000 16	100%	100%	Intégration globale
SAS SB FORMATION	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues France	750 541 748 000 17	100%	100%	Intégration globale
SAS DIAB Santé	3, avenue de la Fontanisse 30660 Gallargues Le Montueux France	790 199 111 000 36	60%	60%	Intégration globale
SARL DOMAir	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues France	478 148 752 000 31	100%	100%	Intégration globale
SAS S'CARE ASSISTANCE	2000, avenue du Maréchal Juin Bâtiment 5 30900 Nîmes France	450 171 343 000 38	66%	66%	Intégration globale
SA DORGE MEDIC	351, Chaussée de Nivelles 5020 Tempoux Belgique	0443 678 988	100%	100%	Intégration globale
SPRL DYNA MEDICAL	40C, rue Egide Van Ophem 1180 Uccle Belgique	0455 935 038	100%	100.00%	Intégration globale

II – RAPPORT DE GESTION**1 - Comptes consolidés Bastide, le Confort médical**

Le chiffre d'affaires a connu l'évolution suivante :

- 66.235 K€ H.T. au 31 décembre 2012 (65 734 k€ sur bases comparables S1 11/12 <-> S1 12/13),

- 75 569 K€ H.T. au 31 décembre 2013 (73 928 k€ sur bases comparables S1 12/13 <-> S1 13/14),
- 83.858 K€ H.T. au 31 décembre 2014 (82.615 k€ sur bases comparables S1 12/13 <-> S1 13/14).

Le chiffre d'affaires moyen mensuel s'établit respectivement à 13.976 K€ H.T. au 31 décembre 2014 contre 12.595 K€ H.T. au 31 décembre 2013.

Le coefficient de marge brute s'établit à 65,2% pour l'exercice clos au 31 décembre 2014 contre 64,52 % pour l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Le résultat opérationnel courant est en progression de 22,5%, il était de 5.131 K€ H.T. au 31 décembre 2013 et s'établit à 6.284 K€ H.T. au 31 décembre 2014.

Le ratio résultat opérationnel sur chiffre d'affaires hors taxes, qui était de 6.79% au 31 décembre 2013, passe à 7,5 % au 31 décembre 2014.

Le cout de l'endettement financier représente une charge de 789 K€ au 31 décembre 2014 contre une charge de 831 K€ au 31 décembre 2013.

Compte tenu d'un impôt sur les bénéfices de 1.991K€, c'est un bénéfice net part groupe de 3.738 K€ que nous avons réalisé au 31 décembre 2014, contre 2.549 K€ au 31 décembre 2013.

2 - Comptes sociaux Bastide, le Confort médical

Notre chiffre d'affaires a évolué ainsi au cours des trois derniers exercices :

- 62.441 K€ H.T. au 31 décembre 2012,
- 70.070 K€ H.T au 31 décembre 2013
- 76 692 K€ H.T. au 31 décembre 2014.

ce qui représente une hausse de 9.45 % sur les six premiers mois par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation passe de 2 695 K€ au 31 décembre 2013 à 2.923 K€ au 31 décembre 2014.

Le résultat net passe de 3.648 K€ au 31 décembre 2013 à 4 478 K€ au 31 décembre 2014 en tenant compte d'un impôt calculé de 645 k€.

3 - Evénements importants du semestre écoulé et leur incidence sur les comptes – faits marquants et évolution

La Société a réalisé en juillet 2015 l'acquisition de 66 % du capital social de la SAS S'CARE ASSISTANCE, spécialisée dans la fourniture de produits et de services pour la prévention et prise en charge de l'escarre .

Basée à Nîmes, la société a réalisé en 2013-2014 (exercice clôturé au 31 mars) un chiffre d'affaires de 2,3 M€ principalement avec des établissements de santé dans le sud de la France. L'offre de S'Care assistance comprend à la fois une offre de produits (matelas à air, ...) et de services (installation, formation des soignants, entretien, nettoyage et suivi).

Par cette acquisition, Bastide le confort médical acquiert des parts de marché dans un domaine très complémentaire de ses activités, notamment de la location de lits médicalisés. Le Groupe qui réalisait déjà dans cette activité un chiffre d'affaires de 5 M€, entend ainsi accélérer la diffusion de cette offre anti-escarre dans l'ensemble de son réseau et notamment auprès de l'ensemble des établissements de santé partenaires du Groupe.

Bastide Le Confort Médical a fait l'acquisition de 100% du capital de la société belge Dyna-Médical, spécialisée dans la fourniture de matériel médical pour les particuliers, les professionnels de santé et les collectivités.

Basée à Uccle (Belgique), la société a réalisé en 2013-2014 (exercice clôturé au 30 juin) un chiffre d'affaires rentable de 3,9 M€, en croissance organique de près de 8%. Dyna-Medical propose une offre complète de solutions allant de la bandagisterie jusqu'aux matériels de maintien à domicile en passant par les dispositifs de prévention et de traitement des escarres, une offre équivalente à celle disponible dans les agences du Groupe Bastide en France.

Bastide confirme ainsi sa volonté stratégique de se développer activement en Belgique, après l'acquisition de la société Dorge Medic, réalisée en juillet 2013. Avec cette opération complémentaire de la première, le Groupe double sa taille en Belgique et dispose d'une taille suffisante pour accélérer notamment sa pénétration sur le marché à fort potentiel des collectivités en Belgique (maisons de repos, de retraite, ...).

Il convient de souligner que les autres métiers du groupe sont en croissance.

Il est à noter des ouvertures en franchise au cours de ce premier semestre. Des ouvertures ont eu lieu à: Roanne (agence) et Lannion (nouveau concept) en juillet 2014, Cambrai (agence) et Saint-Lô (agence) en septembre 2014, Versailles (agence) en octobre 2014, Marcq en Baroeul (nouveau concept) en novembre 2014 et Montélimar (agence) en décembre 2014.

Les mesures d'optimisation des coûts de l'entreprise ont continué de permettre d'absorber une partie des charges induites par le fonctionnement de pôles spécialisés au niveau de la prestation respiratoire, nutrition/perfusion et des collectivités.

Le Conseil d'Etat par décision du 28 novembre 2014 a annulé le décret du 21 octobre 2013 relatif à la télé observance, déjà précédemment suspendu. La télé observance n'est donc plus obligatoire lors de mise en place de prestations en assistance respiratoire. La société avait mis en place des outils de télé-observance en installant des modems afin de recueillir les données patients. La société a, en accord avec ses fournisseurs, renégocié les contrats liés au déploiement de ces équipements.

4 - Prévisions pour le second semestre

Compte tenu des éléments survenus au cours du premier semestre évoqués ci-dessus, la Société envisage de poursuivre une croissance organique de son chiffre d'affaires au cours du second semestre afin d'améliorer ses ratios de rentabilité et sa structure financière.

La société Bastide le confort médical confortera ses pôles spécialisés régionaux afin d'apporter une réponse toujours plus appropriée aux diverses demandes de ses clients.

Pour le réseau de Franchise, il est prévu de nouvelles ouvertures au cours du semestre prochain. Ont eu lieu les ouvertures de Saint-Malo (agence) en janvier 2015, Haguenau (nouveau concept) et Montargis (agence) en février 2015.

Ce développement deviendra au cours de ce semestre et des semestres suivants un axe fort de la croissance du réseau national Bastide le confort médical.

5 - Description des principaux risques et incertitudes pour le semestre suivant

Les risques et incertitudes relatifs au second semestre de l'exercice sont identiques à ceux auxquels le Groupe était exposé lors de l'exercice précédent.

Ils sont représentés par les risques sur l'aspect règlementaire, les contrôles des Caisses et organismes sociaux, les rejets de dossiers, la plus grande rigueur des organismes sur le plan administratif et la faible évolution des tarifs de prise en charge à la L.P.P.

Ces risques sont décrits en page 80 et suivantes du Rapport annuel 2012/2013.

Fait à Caissargues, le 02 mars 2015

Guy BASTIDE

Président du Conseil d'Administration

Directeur général

Vincent BASTIDE

Directeur Général Délégué

III - DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ET LA REGULARITE DES COMPTES

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Guy BASTIDE

Directeur général

Vincent BASTIDE

Directeur Général Délégué

IV – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Bastide le Confort Médical, relatifs à la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Montpellier, le 2 mars 2015

Les commissaires aux comptes

KMPG

BMA Audit

Didier Redon

Jean-Yves Baldit